

RAPPORT D'ORIENTATION...

ENTREE EN MATIERE:

Le rapport d'orientation que nous soumettons à l'étude des Syndicats ne prétend certes pas traiter de tous les problèmes qui préoccupent les militants syndicalistes.

Tout au plus esquisse-t-il une orientation susceptible d'être discutée au cours de notre 8ème Congrès.

Certains Camarades nous reprocheront peut-être d'accorder trop de place aux "*problèmes politiques*" par rapport aux "*problèmes revendicatifs*".

Peut-être même nous reprochera-t-on de "*faire de la politique*".

"*Faire de la politique*" est une expression passée dans le langage courant. Elle n'en a pas moins besoin d'être précisée.

Selon nous, "*faire de la politique*" (ce que nos coutumes et statuts interdisent) n'est pas porter jugements sur les problèmes politiques de la solution desquels peut dépendre le sort des travailleurs.

"*Faire de la politique*" - dans son acception syndicale - c'est participer à une action se donnant comme objectif la conquête du pouvoir politique.

Comme on le voit, la nuance est d'importance et mérite d'être soulignée.

Il est parfaitement absurde de vouloir enfermer l'action syndicale dans le cadre étroit du corporatisme.

Selon le préambule de nos statuts confédéraux:

"Le syndicalisme ouvrier ne doit pas lier son destin à celui de l'Etat, ni s'associer à des groupements politiques quelconques dont l'objectif est la conquête de cet Etat et l'affermissement de ses privilèges".

Le Syndicat se dresse face à l'Etat dont "*il combat les privilèges*".

Il s'interdit donc de participer au Pouvoir.

Il ne saurait s'interdire de peser de toutes ses forces sur le Pouvoir pour obtenir des décisions qui tiennent compte des intérêts des travailleurs.

Tel est le sens de notre action sur les "Pouvoirs Publics".

Elle exige, pour être efficace, une rigoureuse indépendance de notre mouvement syndical vis à vis des organisations dont les efforts tendent à l'exercice du Pouvoir.

OÙ EN SOMMES-NOUS?

Depuis les magnifiques mouvements d'août 1953, complétés par ceux de l'été 1955, le rapport de forces a évolué en notre faveur.

De là un certain changement dans l'attitude patronale: pendant de nombreuses années les employeurs ont eu une attitude purement négative - c'est ce que dénonçait notre 7ème Congrès lorsque, dans sa résolution finale, il constatait que *"le patronat et les pouvoirs publics se refusent à discuter d'une manière concrète les plus légitimes revendications"*.

Les mouvements sociaux de ces dernières années ont fait naître des craintes chez la fraction la plus consciente du capitalisme, C'est ce qui explique les offres que nos organisations ont reçues des employeurs, et dont certaines sont loin d'être négligeables.

Nous pouvons le dire hardiment, qu'il s'agisse des trois semaines, du paiement des jours fériés ou de la signature de conventions, toutes ces réalisations sont dues à l'action ouvrière animée et dirigée par nos syndicats. Le législateur n'est intervenu que tardivement pour, selon l'expression consacrée, confirmer un état de fait.

Ainsi, durant ces dernières années, grâce à l'action syndicale nous pouvons enregistrer une amélioration de la condition ouvrière (si l'on remonte seulement cinquante ans en arrière, cette amélioration est encore plus marquée).

Il nous est donc permis d'affirmer que la fameuse thèse chère aux communistes | de la paupérisation est une énorme fumisterie destinée à discréditer l'action corporative au bénéfice de l'action politique.

Il n'y a pas fatalement paupérisation de la classe ouvrière en régime capitaliste.

Les résultats obtenus par la classe ouvrière sont fonction de sa capacité de lutte et de la puissance de ses organisations syndicales.

PROBLÈMES ESSENTIELS:

Nos unions de syndicats n'ont pas pour mission l'étudier, en détail, les revendications des différentes catégories de travailleurs.

Ce rôle incombe, naturellement, aux Fédérations d'industrie.

Nous avons, quant à nous, surtout à nous préoccuper des problèmes généraux intéressant l'ensemble de la classe ouvrière.

Indéniablement les problèmes les plus angoissants sont, actuellement, ceux nés des progrès de l'automation.

Il faut bien dire, toutefois, qu'il ne s'agit pas là, à proprement parler, d'un problème nouveau.

A toutes époques, les progrès techniques ont pesé lourdement sur les structures sociales.

Encore récemment, on invoquait les problèmes posés par les *"progrès du machinisme"*.

En définitif de quoi s'agit-il?

Tout simplement d'adapter nos structures économiques et sociales aux exigences d'une situation qui peut se définir de la façon suivante:

Une production sans cesse accrue avec des besoins de main d'oeuvre de moins en moins grands.

Autrement dit, c'est la fin de la fameuse malédiction: "*Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front*".

Une telle situation devrait être accueillie avec joie.

Il faut, hélas, compter avec les "*situations acquises*", la force d'inertie opposée par les routines. Nous assistons à un décalage sans cesse accru entre les besoins réels (susceptibles d'être satisfaits) et les besoins solvables. Il n'est pas rare, non plus, d'entendre encore (au nom de principes moraux périmés) vitupérer la réduction de la durée du travail.

Pour faire face à cette situation, notre mouvement syndical se doit de montrer la voie à suivre, non par des affirmations de principes, mais, en proposant des mesures concrètes susceptibles d'être appliquées.

Ces mesures peuvent se résumer de la façon suivante:

1- Augmentation et maintien du pouvoir d'achat des travailleurs:

- a- par l'augmentation des traitements et salaires,
- b- par l'institution du salaire mensuel garanti.

2- Réduction de la durée du travail:

- a- réduction de la durée hebdomadaire du travail (semaine de 35h),
- b- avancement de l'âge de la retraite,
- c- augmentation de la durée des congés (24 jours ouvrables pour tous les salariés),
- d- augmentation de la durée de la scolarité.

Il est bien évident que les mesures que nous préconisons ne sont nullement restrictives et que le Congrès en dégagera vraisemblablement d'autres.

Il est un autre problème qu'il nous semble également nécessaire d'étudier même sommairement.

L'augmentation de la production est surtout réelle dans le domaine des produits manufacturés. On peut même dire que: dans ce domaine, les possibilités sont pratiquement illimitées.

La situation dans le domaine agricole est toute différente. Déjà plus des 2/3 de la population du globe est sous-alimentée. Il ne semble pas que le potentiel de production agricole puisse augmenter de façon sensible, au moins dans les prochaines années.

C'est pourquoi notre mouvement syndical ne saurait rester indifférent devant la poussée démographique que l'on enregistre, un peu partout, dans le monde.

On a parlé de "*contrôle des naissances*".

L'expression peut, à juste titre, sembler dangereuse et attentatoire à nos libertés. Sans aller jusqu'au contrôle des naissances, peut-être pourrait-on envisager l'abrogation de la législation inique sur la propagande anti-conceptionnelle.

QUESTIONS INTERNATIONALES:

Il ne saurait être question d'aborder ici l'étude de l'ensemble des problèmes internationaux.

Une telle étude dépasserait largement le cadre d'un travail personnel et exigerait, pour être menée à bien, le concours de toute une équipe.

Aussi nous bornerons-nous à réaffirmer notre attachement aux principes de l'internationalisme ouvrier, et à manifester hautement notre volonté de paix.

Rappelons également qu'aussi longtemps que le monde sera divisé en Etats rivaux (capitalistes ou non) il y aura danger de guerre.

Nous nous refusons à adopter l'attitude simpliste de ceux qui partagent le monde en deux blocs: les bons et les mauvais.

La réalité nous semble beaucoup plus complexe que ce manichéisme facile. Tous les Etats, sans exception, ont leur part de responsabilités dans le sentiment d'insécurité dans lequel nous vivons actuellement.

Nous devons également réaffirmer notre solidarité à l'égard des travailleurs privés de leurs libertés essentielles et, en particulier, de la liberté syndicale.

Ce qui doit nous conduire, une fois de plus, à manifester notre hostilité irréductible aux Etats totalitaires, quelle que soit l'étiquette dont ils s'affublent.

Enfin, il nous semble nécessaire de consacrer une place plus importante à l'étude des problèmes Nord-Africains dans lesquels notre responsabilité de travailleurs français est directement engagée.

Le sang a coulé en Tunisie et au Maroc. La situation semble s'être améliorée dans ces deux Pays. Par contre, le sang coule en Algérie. La guerre franco algérienne a déjà pris un caractère atroce

De part et d'autre, des excès ont été commis ("*ratissage*" des villages par les troupes françaises, exactions policières; du côté algérien terrorisme s'attaquant trop souvent à des victimes innocentes).

Ces excès, commis de part et d'autre, et qui sont le lot de toutes les périodes de violences, ne doivent pas nous faire perdre de vue l'aspect politique du problème.

Ils ne doivent surtout pas nous faire oublier que, tôt ou tard, il faudra négocier et que le plus tôt serait le mieux.

Un Camarade, instituteur en Algérie, nous écrivait récemment: "*On n'aura rien compris au problème algérien si on n'a pas pris la peine d'étudier l'histoire de l'Algérie de 1850 à nos jours*".

Il n'est pas possible, dans le cadre de ce rapport, d'esquisser même sommairement l'histoire de l'Algérie de 1830 à nos jours. Les Camarades que la question intéresse pourraient utilement consulter l'excellent ouvrage de Ch. André Jullien "*L'Afrique du Nord en marche*".

Tout au plus, pouvons-nous signaler un nombre limité de faits susceptibles d'éclairer certains aspects du drame algérien.

On peut se montrer surpris qu'après plus de cent ans "*d'Algérie Française*" les Algériens se révoltent et réclament l'indépendance de leur Pays.

On est beaucoup moins surpris si on prend la peine de se renseigner sur le comportement du colon européen en "*Pays Arabe*".

Voici comment Jules Ferry, peu suspect d'anti-colonialisme, jugeait la mentalité du colon: "*Nous l'avons regardé de près, étudié dans ses manifestations politiques et particulières. Nous l'avons trouvé très limité... Il est difficile de faire entendre au colon européen qu'il existe d'autres droits que les siens en Pays Arabe, et que l'indigène n'est pas une race taillable et corvéable à merci*".

A soixante ans d'intervalle, le Général CATROUX porte un jugement tout aussi sévère: "*cet esprit de conservatisme étroit qui, depuis des décades, caractérise les classes possédantes de nos possessions*".

Réactionnaire et raciste, tel nous apparait être le colon européen.

Le Conseil Supérieur de l'Algérie pouvait tranquillement affirmer en 1894 que *"l'arabe est une race inférieure et inéducable"*.

Comme on peut s'en rendre compte, le racisme n'est malheureusement pas un phénomène particulier aux Américains.

Nos journaux ne manquent pas de dénoncer à juste titre les odieuses mesures discriminatoires dont sont victimes les noirs aux Etats-Unis.

De même ont-ils manifesté toute l'indignation que leur a inspiré l'antisémitisme des Hitlériens.

Mais combien de français connaissent les excès antisémites de leurs compatriotes d'Algérie.

Une loi du 7 octobre 1940 abrogeait le décret Crémieux (1870), qui accordait la citoyenneté française aux israélites Algériens.

Cette loi faisait partie de l'ensemble des mesures antisémites prises par Vichy et qui furent fort mal accueillies en métropole.

Il n'en fut pas de même en Algérie et un certain M. F. GILLOT, représentant des médecins français, pouvait écrire que: "La présence de la même masse d'étudiants juifs à leurs côtés va certainement étonner les étudiants français qui pensaient en être débarrassés".

M. F. GILLOT, et avec lui la quasi totalité de la Colonie Française, obtinrent satisfaction. Non seulement les juifs n'eurent plus accès à l'Université, mais on refusa d'admettre les enfants juifs dans les Ecoles Primaires.

On pourrait multiplier les exemples de l'esprit raciste dont font preuve nos compatriotes en Algérie et suffirait à expliquer le nationalisme exacerbé, voire même la xénophobie dont sont empreintes les manifestations musulmanes.

Mais il y a pire, l'histoire de l'Algérie de 1830 est jalonnée de soulèvements qui furent tous réprimés avec sauvagerie:

- soulèvement d'Ad-el-kudes, de 1832 à 1847; soulèvement des Bénisnussen en 1859 ; des Ouled Sidi Cheikh en 1864 - soulèvement de Kabylie en 1871.

En 1945, à la suite d'une émeute à Sétif, qui fit une centaine de victimes, parmi les européens, la répression d'une sauvagerie inouïe fit plusieurs milliers de victimes chez les musulmans.

Ajoutons à tous ces facteurs, 800.000 à 1.500.000 chômeurs, des salaires de famine, sont à la base d'une misère effroyable.

Il est clair que dans ces conditions les réactions nationalistes des Algériens s'expliquent.

Il est malgré tout réconfortant de les voir s'orienter vers l'action syndicale et la création de l'U.S.T.A. adhérant à la C.I.S.L. peut être considérée comme un facteur positif.

En tout état de cause, notre devoir est tout tracé:

Affirmer notre solidarité avec les travailleurs algériens et les aider à construire leurs propres organisations syndicales, exiger de notre gouvernement l'ouverture, avant qu'il ne soit trop tard, de négociations en vue d'obtenir la fin de la guerre d'Algérie.

Quant à la solution politique du problème, il est extrêmement difficile de se prononcer. A notre avis, elle pourrait se trouver dans la création d'une Fédération d'Etats Nord-Africains.

VOIES ET MOYENS:

Les rapports sociaux sont, essentiellement des rapports de force. L'expérience prouve que, seul, est vraiment efficace le recours à l'action directe.

La classe ouvrière n'a rien à espérer d'un quel-conque Messie. L'évolution sociale ignore les miracles.

Plus que jamais, la formule de la première internationale est vraie: *L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes.*

Les grèves d'août 1953, et de l'été 1955, sont pleinement significatives. Les patrons peuvent tenter de faire croire qu'elles furent des "*grèves anachroniques*". Il n'en demeure pas moins vrai qu'elles sont à l'origine des avantages que les travailleurs ont pu arracher ces derniers mois.

La classe ouvrière a besoin, pour la coordination de ses luttes, de posséder une organisation bien à elle.

L'organisation de la classe ouvrière, celle capable de diriger efficacement son combat contre le patronat privé ou d'Etat est constituée par ses syndicats.

L'action de nos syndicats s'exerce surtout sur le terrain économique contre les privilèges du capitalisme et de l'Etat.

Certains qui pensent - en dépit des leçons de l'Histoire - pouvoir utiliser l'Etat comme instrument de libération prolétarienne, n'ont pas perdu l'espoir de dévoyer l'action de nos syndicats contre l'Etat (et finalement pour sa disparition) en une lutte pour la conquête du pouvoir politique.

Les syndicalistes ont de tout temps, dû faire preuve de beaucoup de vigilance pour empêcher la main mise des partis sur les syndicats.

Déjà en 1906, le Congrès Confédéral d'Amiens avait dû rédiger une motion - la charte d'Amiens dont nous fêtons le cinquantenaire - afin de préciser les rapports des syndicats et des partis.

Le non respect de la Charte d'Amiens par les éléments politisés du syndicalisme a été l'origine de toutes les scissions.

La vie est un "*éternel recommencement*" - Huit années après une scission faite au nom de "*l'indépendance du syndicalisme*", il se trouve des camarades qui, dans nos propres rangs, remettent ouvertement en cause le principe même de l'indépendance du syndicalisme et préconisent des rapprochements avec des Partis politiques en vue de la... "*défense de nos institutions*".

D'autre part, les communistes n'ont pas désarmé et proposent inlassablement la reconstitution de l'Unité Organique.

Fort de l'expérience de 1936, ils agitent l'épouvantail fasciste pour nous appeler à la reconstitution du Front Populaire.

Pujade est venu, juste à point, pour alimenter cette campagne anti-fasciste. Sans sous-estimer, pour autant, le caractère fasciste du mouvement Pujade, il ne faut quand même pas tomber tête baissée dans le panneau tendu par les communistes.

C'est à juste titre que l'Editorial de "*Force Ouvrière Informations*" notait dans son numéro de janvier 56, que:

"Il ne faudrait pas lâcher la proie pour l'ombre et oublier, devant le néo-fascisme d'un Pujade, le totalitarisme plus mûri, plus volontaire, donc plus sérieusement menaçant qui déjà couvre la moitié de l'Europe".

Travailleurs et Front Populaire sont les deux faces d'une même médaille. Tous deux sont destinés à entraîner notre syndicalisme sur les voies de l'Action politique.

Notre Congrès devra réaffirmer solennellement notre attachement aux principes définis par la Charte d'Amiens. Il devra proclamer hautement son hostilité à la reconstitution d'une unité syndicale (toute de façade d'ailleurs) qui aurait pour première conséquence de replacer, à plus ou moins brève échéance, nos organisations sous le joug d'un parti totalitaire.

Nous mettons en garde nos Camarades contre certaines illusions touchant à la nature même du communisme, qui sont complaisamment répandues par une certaine presse.

On a beaucoup parlé du "*cours nouveau*".

Il ne doit pas nous faire oublier que le communisme stalinien ou non constitue TOUJOURS une menace pour nos libertés essentielles.

Aussi longtemps qu'ils considéreront le parti comme l'instrument d'on ne sait quelle "*fatalité historique*", qu'ils le veuillent ou non, les communistes seront amenés à rééditer l'erreur qu'ils ont commise en idolâtrant Staline.

Le mysticisme, la foi dans le PARTI, considéré comme un absolu, entraînent leurs adeptes au fanatisme et à la soumission à un "*homme-providence*" dans lequel, les mythes finissent toujours par s'incarner.

Pour la Commission Administrative:
Le Secrétaire général,
Alexandre HÉBERT.
